

États généraux : contribution de la Délégation socialiste française au Parlement européen

Europe et souveraineté

Construire une véritable souveraineté européenne émanant des peuples

La crise de la construction européenne est patente. Si l'Union européenne a su éviter un effondrement général entre 2008 et 2010 en termes économiques, les dégâts sociaux et démocratiques s'approfondissent chaque jour.

Face à ce constat, deux voies s'offrent aux socialistes français.

Soit ils constatent l'impossibilité de faire de l'Union européenne un véritable espace démocratique où les options politiques peuvent se confronter et il faut alors ré-identifier souveraineté populaire et souveraineté nationale. Il faut également en accepter les conséquences possibles sur l'existence de l'euro et d'un parlement représentant directement les citoyens européens.

Soit ils pensent plus que jamais que le temps des espaces continentaux est arrivé et qu'ils sont des cadres essentiels pour lutter contre les dérives du capitalisme et du libéralisme. Pour nous, c'est bien le deuxième chemin qui est à prendre résolument. Nous voulons mener cette bataille qui fait de l'Europe au même titre que les nations un échelon où s'expriment les préférences collectives des citoyens par leurs représentants démocratiquement élus.

Quelques combats en ce sens ont déjà été gagnés :

L'Europe est une puissance qui porte des valeurs, des principes qui sont ceux de la démocratie, de la liberté, du bien commun, du progrès et de la solidarité. L'Europe s'est construite autour d'hommes et de femmes qui lui ont donné une vision, des institutions communes dotées du pouvoir d'initiative et de capacité d'entraînement pour développer des projets communs et harmoniser les règles en Europe, un Parlement européen qui légifère et contrôle, des Etats membres et des régions respectés au titre de la subsidiarité et des citoyens associés dans le processus démocratique en marche.

Lors des dernières élections européennes, les partis politiques ont parlementarisé l'Union européenne en obtenant que le candidat de la formation politique arrivée en tête soit désigné à la présidence de la Commission par le Conseil européen. Cette désignation, qui met un terme aux obscurs marchandages entre chefs d'Etat et de gouvernements, constitue un saut démocratique sans retour en arrière possible. Dorénavant, seules les personnes ayant concouru et remporté les

Bruxelles	Strasbourg	Paris
47-53, rue Wiertz	Allée du Printemps	288, boulevard St Germain
ASP14G358	WIC-MO5074	1 ^{er} étage
B.1047 Bruxelles tél +32.2.284.47.09 fax +32.2.284.69.80	F.67000 Strasbourg tél +33.3.88.17.36.29 fax +33.3.88.17.94.82	F.75007 Paris tél +33.1.47.05.26.63 fax +33.1.47.53.05.17

élections européennes en tant que tête de liste de leur parti pourront obtenir le poste. C'est le signe que l'Europe politique progresse. Un long chemin reste à parcourir....

Mais le fédéralisme proposé par la droite allemande est l'héritier de l'ordo-libéralisme : c'est un fédéralisme de contrainte. S'il transfère à l'Union européenne le contrôle budgétaire et la sanction des Etats contrevenants, la nécessaire construction démocratique et politique de l'Europe en est trop absente. Seul un "saut démocratique" assorti d'une autre politique économique permettra de retrouver la confiance des citoyens, en réalisant des avancées politiques qui permettent aux Européens et à leurs représentants d'orienter réellement le cours des politiques européennes.

Pour cela il nous faut une autre Europe. Les indispensables transferts de souveraineté doivent être réalisés au bénéfice des citoyens et des salariés européens. Nous avons besoin d'une Europe de l'emploi, d'une Europe de l'énergie, d'une Europe de la recherche, d'une Europe industrielle, d'une Europe du numérique, d'une Europe de la culture et de la création. L'Europe doit être offensive pour sortir de la crise sociale, environnementale et identitaire qu'elle traverse.

Notre responsabilité est donc aussi d'analyser, avec lucidité, le résultat des élections du 25 mai dernier. Nous ne pouvons nous contenter d'une analyse partielle le rangeant dans la catégorie des épiphénomènes, en l'attribuant à une simple réplique de l'onde de choc des municipales. . Ce résultat est révélateur du malaise de notre pays vis-à-vis de l'Europe. . Écartelés entre l'attachement à la monnaie unique et le rejet d'Institutions selon eux incapables de gérer les conséquences de la crise, nos concitoyens sont de plus nombreux à écouter les sirènes des populistes. Cette tension entre ce que l'on attend de l'Europe et ce que l'on est prêt à lui concéder, nous oblige à sortir de l'ambiguïté tant elle brouille les messages, alimente les comportements de rejet et empêche l'élaboration des réponses pertinentes.

Notre devoir est d'être conséquent.

Pour promouvoir une véritable souveraineté européenne, si nous croyons dans la démocratie parlementaire, nous avançons deux propositions :

La première est que le Parlement européen dispose à l'instar de la Commission d'un authentique droit d'initiative législatif. Le Parlement européen doit se voir reconnaître de véritables prérogatives équivalentes à celles du Conseil dans le domaine des ressources propres.

La deuxième proposition est que le Parlement puisse surveiller et contrôler toutes les procédures (semestre européen, pacte de stabilité révisé) et institutions économiques rattachées à l'Union (Mécanisme européen de Stabilité, Banque Européenne d'Investissement).

Bruxelles	Strasbourg	Paris
47-53, rue Wiertz	Allée du Printemps	288, boulevard St Germain
ASP14G358	WIC-MO5074	1 ^{er} étage
B.1047 Bruxelles tél +32.2.284.47.09 fax +32.2.284.69.80	F.67000 Strasbourg tél +33.3.88.17.36.29 fax +33.3.88.17.94.82	F.75007 Paris tél +33.1.47.05.26.63 fax +33.1.47.53.05.17

email : s-d.delegationfr@europarl.europa.eu / site Internet : <http://www.deputes-socialistes.eu>